

pour recevoir Veille Magazine et accéder au Pack Web www.veillenews.com

sommaire

• l'édito

par Nicolas Moinet

• le sommaire

El Watan,
premier site
algérien de presse en ligne

Spintank
maîtrise
le Web 2.0
mouvant

la cci de Morlaix
s'engage dans un monde
d'avance

Organisations et déséquilibres : une
régulation est-elle encore possible ?

Intelligence économique
ne pas jeter le bébé avec
l'eau du bain !

La vérité (ou presque) !
La France des "affaires"
petite rétrospective à l'usage des
amateurs

Patrick
Baptendier
Halte à l'hypocrisie !

Uniross, PME stratégique
Un problème de crédit ?

Trophée Sun Tzu
L'art d'orchestrer une rumeur et
comment s'en prémunir

Search 2009 Entreprise & Web

vous donne rendez-vous

le 13 mars 2009

Hotel Scribe Opéra, Paris

www.search2009.org

l'édito

le bébé, l'eau et son bain

A l'heure où la plupart des indicateurs économiques de la France sont dans le rouge (consommation, salaires, commerce extérieur, innovation, recherche, etc.), certaines affaires impliquant des pseudos cabinets d' « intelligence économique » font peser sur cette pratique des soupçons qui n'ont pas lieu d'être (Ancien gendarme démissionnaire reconverti dans le renseignement privé, Patrick Baptendier, mis en examen pour avoir divulgué des renseignements détenus dans diverses administrations au profit de cabinets d' « intelligence économique » vient de publier un ouvrage fort médiatique : « Allez-y, on vous couvre ! » : un barbouze au service de l'Etat, Editions Panama). Pourtant, l'intelligence économique est une nécessité vitale pour nos entreprises et nos territoires. Attention donc à ne pas décimer le troupeau sous prétexte qu'il y a en son sein quelques brebis galeuses... surtout quand ces brebis sont venues malicieusement s'y mêler pour donner d'elles une image respectable.

Pour une organisation, faire de l'intelligence économique consiste à surveiller de manière systématique son environnement à partir d'informations ouvertes (obtenues légalement), protéger son patrimoine immatériel (informations mais aussi image), manager ses connaissances et mener des opérations d'influence (lobbying, normalisation...). Si la plupart des entreprises font, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, de l'intelligence économique sans le savoir, l'enjeu est d'aujourd'hui pour la grande majorité d'entre elles d'améliorer leurs pratiques, de développer celles qui ont pu être délaissées et de les mettre en musique dans le cadre d'une démarche globale.

Lire la suite page 7.



Fatima Bendriss, Responsable du service Documentation Internet

El Watan, premier site algérien de presse en ligne

naviguer par date, sujet, ou encore selon certaines catégories comme les noms de personnes, les lieux, les thèmes, sports, noms d'entreprises, ...

Le site elwatan.com est conçu et hébergé par une société française Net Activ.

« Nous voulions un moteur de recherche comme celui du journal Le Monde », précise Fatima Bendriss. « C'est la raison pour laquelle nous nous sommes adressés à Sinequa.. C'est un moteur performant qui permet une bonne recherche, et qui est très bien implanté dans le monde de la presse. De notre point de vue, c'est le meilleur moteur de recherche et nous sommes le seul journal algérien à avoir un moteur de recherche aussi puissant. Ce qui nous a également intéressé, c'est le multilinguisme du logiciel, car nous prévoyons deux versions supplémentaires du journal, l'une en arabe, l'autre en anglais. »

Le contrat avec Sinequa a été signé en février 2008 et le moteur est fonctionnel depuis mai. Journalistes et lecteurs sont très satisfaits du moteur de recherche. « Le moteur de recherche Sinequa CS joue un rôle stratégique pour assurer le succès de notre journal et son rayonnement à travers internet. Il s'inscrit dans la continuité de notre stratégie de satisfaction de nos lecteurs à travers le monde » commente Fatima Bendriss. « L'augmentation du trafic à laquelle contribue Sinequa nous permet également de pérenniser nos revenus publicitaires grâce au trafic accru ».

Jusqu'ici tout est gratuit. Mais El Watan a un projet de boutique de commerce pour le site qui améliorera encore son fonctionnement.

MIREILLE BORIS

El Watan est le premier journal indépendant en Algérie, il compte plus de 200 collaborateurs dont 97 journalistes. Le site internet d'El Watan, en ligne depuis 1997, est le premier site algérien de presse en ligne.

El Watan est un journal algérien indépendant de langue française, créé en 1990 dans le sillage de réformes politiques, par un ensemble de journalistes qui travaillaient dans un journal d'Etat et ont décidé de créer un journal privé. Il tire à 150000 exemplaires par jour, meilleure vente de la presse francophone, et publie deux hebdomadaires l'un immobilier l'autre économique. El Watan possède trois rotatives, l'une à Alger, une autre à l'Est d'Alger, et la troisième à l'Ouest d'Alger.

FIDÉLISER LES LECTEURS INTERNAUTES

El Watan, quotidien de référence francophone algérien, a choisi Sinequa dans un projet stratégique de fidélisation des lecteurs internautes. « Le service Documentation Internet est le noyau du journal », explique Fatima Bendriss responsable du Service Documentation Internet. Il possède une base de données des articles consultables uniquement par les journalistes, et une petite bibliothèque utilisée par les lecteurs chercheurs et étudiants. Ce n'est pour la documentation mais pour le site web qu'El Watan a fait appel à Sinequa. Sinequa CS permet aux internautes de rechercher des informations dans les articles et les archives via le site elwatan.com. Les lecteurs peuvent affiner leurs requêtes et

Statistiques de consultation du site

• sur 1 mois (du 01 11 108 au 01 12 08)

1 150 684 : Visites

552 285 : Visiteurs uniques absolus

2 517 258 : Pages vues

• sur 1 jour

37 567 : Visites

32 149 : Visiteurs uniques absolus

87 977 : Pages vues

Spintank accompagne les entreprises dans leur dialogue avec l'opinion en ligne. Cette société de conseil en communication en ligne se concentre autour de trois pôles essentiels : les relations publiques en ligne, l'information-participation, et la veille d'opinion.

Spintank

maîtrise le Web 2.0 mouvant

A la tête de ce commando de choc, Nicolas Vanbremeersch. Cet "HEC", plus connu sous son identité en ligne Versac, exerce des fonctions de management en communication et stratégie dans l'Internet depuis dix ans, où il a rapidement tissé un réseau d'internautes influents. Aujourd'hui, sa société marque des points auprès de clients issus entre autres des secteurs de l'immobilier, l'énergie et la technologie.

ET UN, ET DEUX, ET TROIS WEBS !

Huit personnes (deux consultants en stratégie de communication, deux consultants community managers, deux consultants en veille, et deux stagiaires) défendent avec décontraction et rigueur une vision très plurielle du "web" caractérisés par trois territoires de communication stratégique. Camille Masson de Montalivet en sait quelque chose puisqu'elle y exerce l'activité de consultante en veille d'opinion. L'outil qu'elle a retenu : le logiciel de veille automatique sur Internet KB Crawl depuis un an. « C'est un logiciel très connu sur le marché des outils de surveillance du web dont le rapport qualité-prix nous a séduit », explique-t-elle. « Je l'avais déjà utilisé dans mon stage de fin d'études. Le choix de KB Crawl nous est apparu comme une évidence pour commencer notre industrialisation de la veille sur le web, et d'autant plus naturel qu'une certaine connaissance du logiciel nous avait montré sa performance lors d'utilisations antérieures. »



Camille Masson de Montalivet
anime le blog www.veilledopinion.fr

Les deux veilleurs utilisent KB Crawl et toute la société bénéficie des alertes. Les premiers commencent par paramétrer le logiciel, puis surveillent les sites demandés par les consultants et en aval diffusent les alertes selon les besoins d'information et de périodicité. Un contrat standard avec formation initiale et personnalisée a été souscrit. Pour le paramétrage, il est arrivé aux veilleurs de demander conseil au support KB Crawl pour des sites aux architectures originales. Les utilisations de KB Crawl sont multiples : veille des principaux espaces critiques vis-à-vis des images de marque des clients (forums de discussion, blogs, réseaux sociaux), alertes sur les impacts des campagnes web, industrialisation des requêtes sur les moteurs de recherche traditionnels et spécialisés.

OISEAU DE NUIT

« Nous utilisons massivement sa fonction de surveillance mais peu ses capacités de capitalisation des informations », précise Camille Masson de Montalivet. « Nous misons sur la fonction primaire d'être alerté sur un mot clé. Nous ne faisons pas appel à ses capacités de surveillance des bases de données, car nous travaillons spécifiquement sur les espaces 2.0. »

Au quotidien, KB Crawl tourne la nuit, le résultat est validé le matin et les alertes sont dispatchées. Les espaces Web 2.0

sont très réactifs. Un paramétrage quotidien des nouvelles sources est essentiel. Avec un Web 2.0 mouvant, KB Crawl se révèle très adapté pour ce type de veille.

PERSONNALISER LES ESPACES DE RECHERCHES

« C’est un outil complet de veille qui demande un paramétrage précis. Pour éviter le bruit, il vaut mieux savoir ce qu’on veut surveiller. L’outil se chargeant de récolter les informations, l’essentiel reste néanmoins l’analyse que nous portons sur les informations », ajoute Camille Masson de Montalivet. Contrairement à d’autres outils spécialisés dans la veille d’opinion, KB Crawl permet de choisir le corpus à surveiller. « La personnalisation des espaces de recherche est ce qui nous caractérise. Nous réalisons un corpus personnalisé pour chacun de nos clients, en fonction des ses territoires d’expressions et de ses problématiques d’image. Nous ne sommes ainsi, pas dépendants d’un corpus prédéfini et sommes complètement autonomes pour l’intégration des sources, chacune étant validée et intégrée dans le logiciel par nos soins. La sélection et la qualification de ces sources fait la force de la veille de Spintank. Notre prestation de veille est ainsi taillée sur mesure. Elle nous permet de réaliser des analyses fines des territoires d’opinions et ainsi, de conseiller et d’accompagner les entreprises sur les actions de communication en ligne et leur stratégie d’images de marques. »

MIREILLE BORIS



Par Aurélie Bellin
septembre 2008
ISBN13 : 978-2-35295-531-3
ISBN version numérique : 978-2-35295-532-0

Organiser sa recherche d'informations sur Internet

Numéro 575

Administration générale

Malgré les apparences, mener une recherche d'informations sur Internet ne s'improvise pas. Avec un minimum de méthode, il est possible de gagner un temps précieux et de mettre toutes les chances de son côté pour trouver ce que l'on cherche... ou ce que l'on ne cherche pas mais qui n'en est pas moins pertinent ! Cet ouvrage s'adresse principalement aux professionnels de l'information qui officient dans les collectivités locales : documentalistes, bibliothécaires, archivistes, journalistes... Les autres collaborateurs du service public local y trouveront également les pistes nécessaires pour optimiser leurs recherches sur la gigantesque base de données mondiale qu'est le Web. •



Gestion de l'information et de la documentation dans les collectivités

La mission principale d'un service documentation consiste à fournir, dans les meilleurs délais et au meilleur coût, l'information fiable et précise dont ont besoin les utilisateurs. Cette mission générale suppose une réflexion à différents niveaux. Quelle organisation mettre en place? Quel type d'information, quels supports privilégier? Quelles fonctions documentaires informatiser? Comment concevoir une offre documentaire pertinente ?

Comment optimiser les services et les produits proposés en tirant parti des nouvelles technologies? Quelle est la valeur ajoutée d'un service documentation pour une collectivité? Ce dossier aborde les différents aspects du fonctionnement et de la gestion d'un service documentation, sans oublier la problématique « métier »

Principales références

Poweo, l'Institut de l'Entreprise, Petzl, Areva, le Ministère du Budget, la Fédération Française des Sociétés d'Assurance, la CCI Paris, Arte, Cisco...

Numéro 588

Administration générale

Un ouvrage de Pascale Bouton, octobre 2008
ISBN13 : 978-2-35295-559-7

la cci de Morlaix

s'engage dans un monde d'avance

Depuis 2005, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bretagne à Morlaix anime le showroom "un monde d'avance" qui a pour vocation de présenter des outils informatiques innovants adaptés aux usages professionnels.

Depuis le 8 octobre, "un monde d'avance" concentre son expertise sur les outils informatiques de l'intelligence économique, dans les domaines de la sécurité informatique et de la veille sur internet. Dans un cadre non commercial, toute entreprise peut venir tester, évaluer, ou simplement comprendre le fonctionnement d'outils de veille.

Pikko, éditeur de logiciels d'analyse, de cartographie et de visualisation d'informations, est devenu partenaire d'« un monde d'avance ».- « On a été séduits par cette idée », dit Norolanto Razafinimanana, responsable marketing et communication de Pikko. « Être en direct avec l'utilisateur final, le décideur, et proposer nos produits en test, sont des bonnes démarches de pédagogie et de démocratisation des principes et outils d'intelligence économique. »

ARAK Explorer, analyseur de graphes socioéconomiques, est présenté avec son interface graphique relationnelle Visionlink, ainsi que EASYCUBE, outil d'analyse volumétrique et ARAK for Wiki, approche globale de veille ASP sur Internet. Il y a en tout deux modules sur PC et un module sur Web en Ajax.. Cette approche visuelle et cartographique rend l'analyse de campagne de veille plus rapide et plus facile. Ces outils répondent aux nouveaux standards web 2.0 : une interactivité centrée utilisateur, une plate-forme collaborative et une interface riche. Les cartographies proposées sont des outils d'aide à la décision à part entière.

Une formation en cours dans « un monde d'avance » regroupe une quinzaine de PME. D'autres séances « por-



« Nous avons été séduits par le concept présenté par la cci de Morlaix », confirme Norolanto Razafinimanana, responsable marketing et communication de Pikko.

En octobre 2008, la CCI s'investit dans l'appropriation des techniques d'intelligence économique par les PME. Le showroom accueille alors de nouveaux outils principalement dans le domaine de la veille.

* Cette installation s'intègre dans un programme plus large de sensibilisation à l'intelligence économique. Il propose :

- Une formation, 6 jours pour l'intelligence économique, avec des intervenants de renom : Bernard Besson (chargé de mission auprès d'Alain Juillet au Secrétariat Général de la Défense Nationale), le cabinet Systemis, le cabinet GEOS (spécialisé dans la gestion de crise), L'ARIST Ouest et l'INPI.
- Un Bloc-notes intelligence économique, espace de discussion sur l'intelligence économique en Bretagne.
- Un cycle de conférences co-organisées avec la Gendarmerie Nationale, inauguré par Alain Juillet..

tes ouvertes » sont organisées.

Les logiciels AMI Software et KB Crawl sont également présentés avec Pikko sur la plate-forme. Les connexions entre AMI, KB Crawl et Pikko sont ainsi bien visibles.

Autre information importante pour Pikko : la société vient de remporter un appel d'offres à la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris pour cartographier l'innovation et la veille industrielle dans le cadre de l'exposition L'Observatoire des Innovations 2ème génération.

MIREILLE BORIS

Organisations et déséquilibres : une régulation est-elle encore possible ?



Colloque international organisé
par l'ISERAM (ISEG)
26 mars 2009
Maison de l'Europe, 28, rue des
Francs-Bourgeois, 75003 Paris

La construction d'avantages concurrentiels durables oblige les entreprises à composer avec les asymétries et les déséquilibres issus des ruptures économiques, financières, technologiques et organisationnelles, observées à partir du milieu des années 1970. Ces ruptures contribuent à redéfinir l'organisation de la production et le périmètre de l'entreprise. Toutes les facettes des organisations sont concernées, et ceci à quatre niveaux.

1. CRÉER DES ACTIVITÉS NOUVELLES

Le premier concerne la création d'activités nouvelles, industrielles ou servicielles, vers lesquelles convergent les investissements les plus importants. Ces activités correspondent à d'importants transferts de production et à l'inversion croissante des tendances passées dans la création et la diffusion de la valeur.

2. RÉAMÉNAGER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE

Le deuxième niveau porte sur le réaménagement du pouvoir économique au profit de puissances émergentes, comme le montrent l'évolution des termes de l'échange et le poids croissant des grandes firmes des pays émergents

dans les chaînes de valeur et la détention de droits de propriété sur la production mondiale (fusions-acquisitions, joint ventures, etc.).

3. DÉVELOPPER DE NOUVELLES TERRITORIALITÉS

Le troisième niveau concerne le développement de nouvelles territorialités. D'un côté, le redéploiement de l'investissement et l'influence exercée par les nouvelles formes d'organisation de la production confirment le dépassement du cadre national. De l'autre, le repli de la politique économique, la déconcentration et la décentralisation de la décision publique, le poids croissant de la régionalisation contribuent à faire émerger le local comme un nouvel espace économique pertinent, à la fois pour les politiques publiques et pour les stratégies d'implantation des firmes.

4. CHANGER LES CONDITIONS DE FINANCEMENT

Enfin, le dernier niveau a trait aux changements importants dans les conditions de financement de la production et dans la couverture des risques.

•••

Intelligence économique ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain !

par Nicolas Moinet

... suite de la page 1

Pour une organisation, faire de l'intelligence économique consiste à surveiller de manière systématique son environnement à partir d'informations ouvertes (obtenues légalement), protéger son patrimoine immatériel (informations mais aussi image), manager ses connaissances et mener des opérations d'influence (lobbying, normalisation...). Si la plupart des entreprises font, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, de l'intelligence économique sans le savoir, l'enjeu est d'aujourd'hui pour la grande majorité d'entre elles d'améliorer leurs pratiques, de développer celles qui ont pu être délaissées et de les mettre en musique dans le cadre d'une démarche globale. Du côté des territoires et de l'Etat, l'intelligence économique est une politique publique qui, sous la houlette des Préfets de Région, vise à mettre en réseau les acteurs du développement afin d'anticiper les mutations, parer les menaces et profiter des opportunités (l'idée de pôle de compétitivité est en elle-même un exemple d'intelligence économique). Ce défi implique, tant dans les entreprises que les organismes publics, un renouvellement de la pensée stratégique et du management (par exemple, le partage des connaissances doit l'emporter sur la rétention d'informations). Dans des environnements turbulents que certains décideurs qualifient de « guet-apens permanent », rester un Monsieur Jourdain de l'intelligence économique ne permet plus de rester compétitif.



S'il est évident que l'intelligence économique n'est pas la pierre philosophale du développement des entreprises et des territoires, elle en devient néanmoins peu à peu la clé de voute. Seule, l'intelligence économique ne peut pas grand-chose. A quoi sert-il d'avoir des renseignements sur l'adversaire si on ne dispose pas de capacités crédibles ? Mais à l'inverse, il existe des potentiels (et la France n'en manque pas !) qui ne se réalisent jamais faute d'intelligence. A quoi sert-il d'avoir le meilleur avion de combat du monde si personne ne l'achète ? A quoi sert-il d'avoir le meilleur dossier aux JO si le CIO ne vote pas pour lui ? A quoi sert-il de favoriser la création d'entreprises innovantes si leurs technologies sont pillées ou rachetées ? Et les exemples ne manquent pas... Impliquant un nécessaire changement de mentalité, l'intelligence économique est un défi collectif, un nouveau scénario dont le premier rôle revient aux chefs d'entreprise, politiques, fonctionnaires... Mais sans professionnels, ces responsables ne peuvent pas grand-chose.

C'est pourquoi la France forme chaque année plusieurs centaines de spécialistes de l'intelligence économique tant en formation initiale (Masters d'université ou de grandes écoles) que continue. Ces professionnels savent organiser un système global de recueil, traitement, diffusion et protection de l'information stratégique. Ils travaillent dans des grands groupes, des PME, des agences de développement économique, des cabinets de conseil... Leur quotidien : mettre en œuvre des logiciels de veille, organiser des réunions d'experts, sensibiliser le personnel à la sécurité économique, manager les connaissances (voir sur <http://uptv.univ-poitiers.fr> le récent colloque organisé à l'Université de Poitiers sur les métiers de l'intelligence économique). Rien à voir avec ces pratiques « barbouzardes » qui défraient la chronique judiciaire et jettent l'opprobre sur l'ensemble d'une profession. Condamnables, de telles dérives ne sont-elles pas d'ailleurs inhérentes à toute pratique ? Mais le plus grave est que les cabinets incriminés ne font absolument pas d'intelligence économique (terme est souvent écrit d'ailleurs entre guillemets !) et n'ont pas en leur sein de professionnels formés à ces pratiques légales et éthiques. Attention donc au mélange des genres et gardons nous bien de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Nicolas Moinet
Maître de conférences à
l'Université de Poitiers

La vérité (ou presque) !

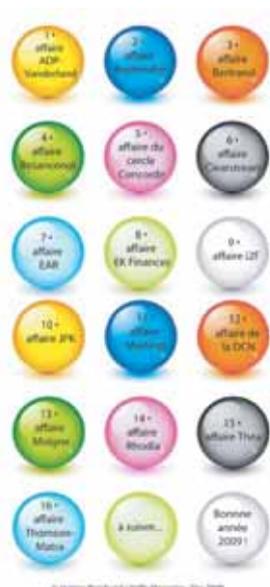
La France des "affaires"

petite rétrospective à l'usage des amateurs

Depuis quelque temps, les affaires mettant en cause les liens complexes entre chefs d'entreprise, financiers, gouvernants, appareils de contrainte, conseils en communication, réseaux d'influence, intermédiaires et officines se multiplient.

Rapide récapitulatif des gros dossiers évoqués par les médias ces 3 dernières années.

© Jérôme Marchand



Les données présentées ci-dessous ont une vocation illustrative. Veille Magazine n'entend nullement se prononcer sur la réalité ultime des charges imputables à tel justiciable ou telle institution.

Le sujet se montre commercialement et politiquement porteur, si l'on en juge par la multiplicité des liens internet et la tonalité des échanges de forums. L'explication immédiate ?

Sans doute une retombée de la polémique EADS-Clearstream, qui a contribué à déplacer les frontières des paradigmes Raison d'Etat, Intérêt Général et Secret Défense, et généré de la sorte un champ de forces aux effets semi-aléatoires. A prendre en compte également les conséquences indirectes du procès Elf-frégates de Taiwan et du procès Juppé, qui ont fait comprendre à la magistrature pénale qu'elle devait marquer ses prérogatives, face aux mafias d'Etat. Sous peine de se déconsidérer. Plus profondément, la crise économique remet en cause les équilibres de pouvoir hérités de la V^e République Gaullienne et fondés

d'une part sur la promotion statutaire de la fonction publique, d'autre part sur la dé-responsabilisation de la technostructure. La mixture barbouzeries-IE-renseignement, dans ce contexte, sert à la fois d'exutoire symbolique aux tensions de classe, de levier de rééquilibrage institutionnel et de plateforme de négociation de nouvelles alliances (« Tous unis contre Edvige »).

Les affaires rendues publiques pourraient constituer la pointe émergée de l'iceberg. Les entretiens confidentiels menés avec tel ou tel intervenant suggèrent que certains cabinets d'IE sont engagés dans des logiques de déviance systémique. Sont particulièrement concernées les officines entretenant des liens étroits avec les appareils de contrainte et leurs bases de ressources techniques (systèmes d'écoutes / accès aux fichiers officiels / structures de hacking). Rapide récapitulatif des gros dossiers évoqués par les médias ces 3 dernières années.

JÉRÔME MARCHAND

Patrick Baptendier

Halte à l'hypocrisie !

Patrick Baptendier, ex-gendarme, a créé sa propre structure d'investigation en 2003. Son cœur de métier ? La réalisation de missions de surveillance pour le compte de cabinets d'IE. Son avantage compétitif ? Des liens poussés avec plusieurs services officiels qui, selon ses dires, lui ont fourni des données théoriquement couvertes par le secret administratif. Mis en cause par la Justice dans une affaire tierce, il a décidé de jeter un pavé dans la mare et de dénoncer dans un livre-témoignage les écarts entre proclamations de façade et agissements de coulisses. Son livre a fait sensation. Amplement repris et commenté dans la grande presse, il a relancé le débat sur la moralisation de l'IE hexagonale. Brève synthèse de l'entretien mené par Veille Magazine.

Votre cabinet s'appelait Iris Consultants. Comment définiriez-vous ses activités ?

Mon cabinet a été créé en 2003. Je ne faisais pas à proprement parler de l'IE. Je réalisais des missions de renseignement pour le compte de cabinets d'IE ayant pignon sur rue. Les dirigeants de ces structures, lorsqu'ils s'expriment en public, dans les colloques, sur les plateaux de radio ou de télé, devant des étudiants, prétendent appliquer de grands principes éthiques. L'expérience me montre qu'il ne faut pas trop se fier à leurs engagements. Il y a beaucoup trop d'hypocrisie actuellement et c'est

contre ça que je me bats. Cela dit, à l'origine, je faisais pas mal de renseignement de terrain, de type filature de patron ou de cadre sup. Rien d'autre.

Dans votre livre (*), vous racontez également que le contre-espionnage vous aurait fait travailler comme agent de pénétration, afin de surveiller de près les agissements de tel ou tel cabinet d'IE. Comment se serait opérée cette ré-orientation ?

On m'a contacté, puis proposé de réaliser des infiltrations. En échange, on me garantissait un accès régulier à toutes sortes de données extraites des fichiers officiels et des fichiers confidentiels auxquels la police a accès. Je n'étais pas très chaud au début, j'ai essayé de me faire oublier, mais on m'a recontacté et les pressions se sont intensifiées. Ma situation en tant que créateur de cabinet d'enquête n'était pas très bonne. On pouvait me mettre à la rue. J'ai fini par accepter, sachant que j'étais placé sur écoutes. Les cibles ? 2 gros cabinets d'IE installés à Paris et un troisième, situé à Lyon. Celui-là, je n'ai pas eu le temps de connaître son identité exacte. Quoiqu'il en soit, l'appât, c'était l'accès gratuit à des données confidentielles : relevés d'appels téléphoniques...listings bancaires...extrait de casier judiciaire...fichier des cartes grises...notes blanches...•••

Entretien avec
Patrick Baptendier
Auteur de
(* « Allez-y. On vous couvre.
Un barbouze au service de
l'Etat »
(Editions du Panama)

Uniross, PME stratégique

Un problème de crédit ?

Uniross. Ce nom ne vous dit peut-être rien et pourtant il s'agit d'une entreprise stratégique qui pourrait bientôt disparaître. En effet, placée sous sauvegarde en octobre dernier, elle attend la décision du tribunal de commerce de Meaux qui doit statuer sur son cas le 1^{er} décembre.

par Nicolas Moinet

Affectée par une baisse de la consommation et un manque de trésorerie, le leader européen des batteries rechargeables pour appareils photo ou caméscopes s'est vu refuser toute aide bancaire. Incompréhensible quand on sait qu'il s'agit là d'une success story française.

UNE PME STRATÉGIQUE

Spécialisée dans les chargeurs et batteries rechargeables, Uniross a été créée en 1968 en Angleterre avant d'être rachetée en 1992 par la Saft (Alcatel). En 2001, un LBO est mené par Christophe Gurtner, le dirigeant de l'activité grand public de Saft.

En quelques années, la PME grossit (notamment par croissance externe) jusqu'à employer aujourd'hui 70 personnes en France (site de Lognes - Marne La Vallée) et 700 à travers le monde. Présente dans 70 pays, Uniross a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 80 millions d'euros. Les produits proposés par Uniross sont une alternative éco-

nomique et environnementale aux piles classiques et à la pollution. Mais outre cet aspect « développement durable », les technologies développées par l'entreprise sont stratégiques puisqu'elles concernent le stockage de l'électricité.

INCIDENT DE PARCOURS

Alors comment expliquer la soudaine frilosité des banques ? Ne serait-il pas juste qu'elles aident une PME stratégique alors qu'elles-mêmes viennent d'être sauvées par la solidarité nationale ? A moins que la question soit ailleurs.

Selon le site www.infoguerre.fr, « tout ceci ne serait sans doute qu'une banale affaire de crédit si Uniross n'avait été ciblée par une entreprise concurrente asiatique bénéficiant de l'appui de financiers français connus pour leurs stratégies de prédation et de restructuration (délocalisation) agressives. Nul doute qu'ils souhaitent acquérir l'entreprise à moindre frais. Et on comprend mieux, dès lors, tout l'intérêt de la procédure de sauvegarde. D'autant que le dirigeant serait victime de rumeurs étranges et insistantes qui lui auraient déjà fermé des portes d'investisseurs pourtant promises ! » Attendue pour le 1^{er} décembre, la décision du tribunal de commerce de Meaux pourrait donc faire du bruit si elle décidait la fin d'une entreprise pourtant promise à un bel avenir.

NICOLAS MOINET



Trophée Sun Tzu

L'art d'orchestrer une rumeur et comment s'en prémunir

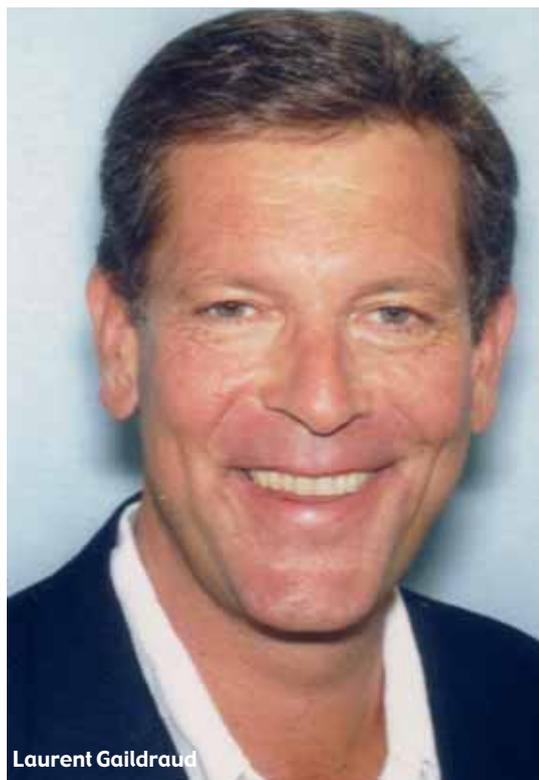
Le Trophée SUN TZU repose sur un postulat : il n'est pas d'individus, d'entités, d'entreprises qui ne puissent pas être déstabilisés, voir mis en péril par une rumeur. De plus, une rumeur peut être d'un coût presque dérisoire, d'une efficacité et d'un ROI optimal.
Par Laurent Gaildraud

www.trophee-suntzu.eu

Dans ce concours inter-écoles et depuis cette année, inter-entreprises, des équipes SUN doivent orchestrer une rumeur pour faire chuter le cours de bourse d'une entreprise pendant le déroulement d'une OPA agressive. De l'autre côté, des équipes TZU doivent construire la riposte face à cette offensive c'est-à-dire gérer la crise. Des « rumorocrates » contre des gestionnaires de crise en quelque sorte.

Il faut comprendre que l'on n'est jamais certain qu'une rumeur va fonctionner, que la mayonnaise prendra, que quand elle a déjà pris. Prétendre le contraire serait une fraude. Le rumorologue, par essence, vient étudier un phénomène déjà passé.

Mais ce que l'on peut faire, c'est simplement mettre toutes les chances de son côté. Ainsi, nous augmentons de manière exponentielle nos chances de succès. Pour ce faire, il faut savoir qu'une rumeur a un cycle et une espérance de vie. Qu'il faut surveiller le timing de son déclenchement comme un soufflet au four. Une rumeur respire, elle palpète, elle frissonne... à ce titre, elle se prépare, se bichonne et se met au chaud.



Laurent Gaildraud

REVUE DE DÉTAIL

Passons en revue quelques erreurs récurrentes et autres idées reçues sur ce sujet.

Une rumeur cible une couche sociale précise, du moins au départ. Il serait maladroit de viser l'ensemble de la population car les préoccupations d'uns et des autres diffèrent. On propage mal quand on n'est pas concernés. Une rumeur d'augmentation des impôts directs laissera de marbre la moitié des foyers fiscaux qui n'y sont pas assujettis.

Veille

Le magazine professionnel
de l'intelligence économique et
du management de la connaissance

Abonnez-vous !

Depuis 1996, le magazine Veille s'est imposé comme le 1^{er} titre de presse entièrement consacré à la maîtrise stratégique de l'information et des connaissances.

Veille Magazine décrypte chaque mois les meilleures pratiques, interroge les principaux leaders d'opinion et publie de nombreux témoignages et retours d'expériences en France et à l'International pour développer votre efficacité personnelle et rendre votre organisation plus compétitive. Essentiellement lu par les responsables en charge de la stratégie opérationnelle de l'entreprise et les professionnels de l'information, Veille constitue un véritable outil d'aide à la décision et un tremplin vers une nouvelle culture de l'information :

dynamique, globale, transversale.

Veille a créé en 2005 les Rencontres ICC (Innovation, Compétitivité & Connaissances).

Les 5^e Rencontres ICC se tiendront les 7 & 8 octobre 2009

au Toit de la Grande Arche, Paris La Défense.
(www.icc2008.info)



le mag.



le magazine des acteurs
de l'économie
de la connaissance
et en
réseau...



Chaque mois, au plus près de l'actualité, la newsletter retient pour vous l'essentiel ...

www.veillenews.com

la newsletter

Votre abonnement 1 an
150 € seulement
au lieu de 199 €
soit **49 € d'économie**



Accès à l'intégralité
des archives,
annuaire,
sources...



www.veillemag.com

le packweb

Abonnez-vous directement
sur www.veillenews.com



Veille Magazine
134 avenue Henri Ginoux - 92120 Montrouge
Tél: 01 46 65 55 37 - Fax: 01 46 57 55 14
Site: www.veillemag.com > communication@veillemag.com